

○ **L'hon. M. Sharp:** Je voudrais m'expliquer sur un fait personnel, monsieur l'Orateur. Lorsque j'étais à Calgary, la seule déclaration que j'ai faite au sujet des impôts est celle que de nombreux membres du gouvernement et moi-même avons faite récemment, c'est-à-dire que, dans la mesure où le régime d'assurance frais médicaux sera mis en œuvre, les impôts seraient augmentés. C'est ce que nous avons toujours dit et le gouvernement continue à suivre cette politique.

○ **M. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? A la lumière de l'annonce faite aujourd'hui par le ministre des Finances, le gouvernement a-t-il décidé de retarder la mise en œuvre du régime d'assurance frais médicaux au delà de la date fixée, soit le 1^{er} juillet l'an prochain?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): La mesure législative est encore en vigueur et cette date y est mentionnée.

○ **M. Nielsen:** Puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender le projet de loi sur l'assurance frais médicaux avant son entrée en vigueur en juillet prochain?

Le très hon. M. Pearson: J'ai déjà traité cette question, monsieur l'Orateur.

○ **M. H. R. Ballard (Calgary-Sud):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné qu'il a reconnu ce matin l'existence d'une crise financière dans notre pays, peut-il déclarer à la Chambre, au nom du gouvernement fédéral, si celui-ci réduira ses dépenses au cours de la présente année financière?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je nie qu'il y ait une crise financière. Ces mesures ont pour but de maintenir la solidité financière et la réputation dont le dollar canadien jouit depuis tant d'années.

○ **M. Ballard:** Je voudrais adresser une question supplémentaire au premier ministre. Étant donné ce qui s'est passé ce matin, ne regrette-t-il pas sa décision de garder tous les ministres du cabinet à Ottawa pendant la fin de semaine?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Plus tard]

[Français]

○ **M. Gaston Clermont (Labelle):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances. Depuis qu'il a fait son annonce à la Chambre, a-t-il reçu,

comme le laissait entendre l'honorable député de Kamloops (M. Fulton), des impressions adverses, relativement au marché des investissements et des obligations?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, d'après les renseignements qu'on m'a communiqués, le marché des obligations s'est quelque peu raffermi.

M. Nasserden: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Est-ce exact que la pression exercée sur la valeur du dollar canadien a été l'une des premières considérations qui ont contraint le ministre à faire sa déclaration aujourd'hui?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. M. Sharp: Ce n'est pas exact, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. On pourrait qualifier cette question de tendancieuse.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il nous dire si, en modifiant sa politique fiscale, le gouvernement tente de réduire proportionnellement, sur le marché des capitaux, la demande...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député pose une question beaucoup trop générale. Je ne vois pas comment il peut le faire pendant la période des questions.

[Français]

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

QUESTION RELATIVE AU PRÉSUMÉ RETRAIT D'ALLOCATIONS SOCIALES OU FAMILIALES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Peut-il nous dire pourquoi les allocations sociales ou familiales sont enlevées aux parents indiens dont les enfants fréquentent l'école catholique Sainte-Thérèse de Fort George?

M. l'Orateur: Je suggérerais à l'honorable député d'inscrire cette question au *Feuilleton*.

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, il s'agit d'une question très urgente, car d'après une communication que j'ai reçue ce matin, il y a du chantage dans cette région-là, et je voudrais que le ministre nous dise si la rumeur est fondée ou non.